

1- Caractéristiques de la production de viande porcine au Danemark

Comme dans de nombreux pays européens, la population porcine et le nombre d'élevage porcins ont diminué ces dernières années. La baisse des abattages se poursuit également (le Danemark a abattu en 2013 2 millions de porcs de moins qu'en 2011), alors que les exportations de porcelets restent toujours aussi dynamiques, la majorité vers l'Allemagne qui, en 2013, a absorbé 65% des 10 millions de porcelets danois exportés, mais une part croissante de la Pologne qui a plus que doublé ses importations de porcelets danois en deux ans pour représenter désormais 25% de ce volume. Enfin, au niveau de la structure des élevages, les représentants Danois indiquent qu'après de nombreuses années marquées par une tendance clairement à la spécialisation en naissance, on constate désormais au Danemark un regain d'activité en production de porcs charcutier (engraisseeurs ou naisseurs-engraisseeurs), ce qui confirmerait la volonté récente affichée par les autorités politiques danoises de flexibiliser leur approche en matière environnementale.

Après la présentation (disponible sur demande), les questions ont surtout porté sur la protection sanitaire du pays : sur les camions revenant d'autres pays (Allemagne, Pologne, etc...), il a été précisé que le DK s'était doté d'un système de nettoyage des moyens de transport routier allant plus loin que les simples exigences de l'UE. Mais il s'agit d'un système volontaire, basé sur la délivrance de certificat qui garantit à l'éleveur « accueillant » un camion que celui-ci a nettoyé selon ces standards. Par ailleurs, les délégués danois ont précisé qu'il n'y avait pas de sanglier sauvage au Danemark et que tout sanglier d'élevage doit être abattu s'il s'échappe. Quant à une éventuelle « invasion » de sangliers allemands, le Danemark en serait préservé, paraît-il, grâce au canal de Kiel (situé à 70 kms au sud de la frontière entre les deux pays). Ceci n'a cependant pas empêché une suspicion de peste porcine africaine qui a immobilisé l'abattoir de Henning (centre du Jutland) durant deux jours avant une levée de l'alerte juste avant l'arrivée des délégations de la réunion IMPA.

2- Situation de marché des différents pays + UE

. **ALL** : Les abattages en hausse de 1% en 2013 devraient rester stables en 2014. Stables en 2013, les exportations de viande devraient souffrir en 2014 du fait de la situation russe même si l'Allemagne a conquis des parts de marché en 2013 sur de nombreuses autres destinations dans et hors Europe. La consommation reste décevante et il est espéré que 2014 sera meilleure. Le nombre de truies continue de baisser (-3%), mais les importations d'animaux vivants ont progressé de 3% en 2013, surtout des charcutiers. On constate également une grande demande, notamment en Pologne, pour des porcs charcutiers allemands : au total, l'Allemagne exporte 3.3 M de porcs (contre 15.7 d'imports). Pour 2014, l'Allemagne ne s'attend pas à des miracles sur le prix, surtout si la situation russe venait à perdurer. Ce sont les plus gros abatteurs qui ont d'abord souffert, mais petit à petit, les répercussions se font sentir aussi sur les entreprises de taille moyenne, relativement préservée jusqu'à présent, car plus orientées vers le marché domestique.

. **AUT** : La baisse de production liée au bien-être animal a permis d'atténuer la forte baisse des prix. Les producteurs de porcelets ont été les plus touchés, mais la marge baisse aussi pour les engraisseeurs. Cette année, le taux de viande maigre diminue pour la première fois. Pour 2014, la production devrait baisser d'environ 2% et les prix de 1,5%.

. **B** : Les prix devraient baisser en 2014 d'environ 4 à 5% par rapport à l'an passé, avec une production assez stable (+0.6%). La consommation devrait rester assez stable.

. **ESP** : La production a diminué cette année en raison de la situation globale en Europe : réduction du nombre de truies, réductions des exports vers la Russie, réduction du volume

total d'export. La consommation augmente. Les prévisions pour l'année 2014 font valoir une baisse de 1,4% de la production et d'environ 4,5% du prix.

. **FR** : Baisse des prix sur 4 mois en 2014 de 3,6% par rapport à la même période 2013, plus importante que la baisse du prix de l'aliment (-2%). Baisse totale de production de près de 3% en 2013 et avec la mise aux normes complète fin mars 2014, 20.000 truies vont être abattues. La baisse de production se prolongera en 2014 et 2015, de nouvelles installations n'étant pas vraiment possibles en France. La bonne surprise du début 2014 est venue du côté de la consommation, avec une hausse plutôt inattendue.

. **HON** : Si la population porcine continue de baisser, la tendance se tasse d'année en année et il pourrait y avoir du changement avec des investissements, notamment de la première fortune hongroise dans un abattoir de 2 millions d'animaux par an près de la frontière croate et un autre de 1,5 M de porcs par an près de l'Italie.

. **NL** : -4% en production et -1% en consommation en 2013. Les exportations d'animaux vivants se portent bien : 4,1 M de porcs charcutiers et 7,1 M de porcelets ont été exportés, principalement vers l'Allemagne, mais également vers les pays du Sud qui ont doublé leur volume. Les revenus ont baissé pour les éleveurs de porcelets et augmenté pour les engraisseurs, dont les résultats avaient cependant été globalement mauvais les années précédentes. La discussion sur la fin des droits à produire n'a pas avancé aussi vite qu'annoncée et se poursuit, le secteur laitier étant également concerné. Par ailleurs, la succession du Productsschap n'est toujours pas résolue : alors qu'en veau et poulets, une plateforme production/abattage/transfo a pu se mettre en place, les discussions se poursuivent en porc, avec un gouvernement peu enclin à prévoir une extension des règles pour cette plateforme potentielle et un champ d'action qui sera de toute manière limité.

. **PORT** : Après une baisse de près de 10% en 2013, la production porcine devrait se stabiliser en 2014, mais les prix baisser d'environ 2%. La pression des détaillants sur les abattoirs fait que le Portugal exporte des animaux vivants vers l'Espagne, alors qu'il n'est autosuffisant qu'à 55%. D'où la mise en place d'un vaste programme de production (céréales + porc) pour régler les problèmes environnementaux et atteindre l'autosuffisance en 2020.

. **SWE** : La situation devient catastrophique pour les éleveurs suédois. De 100% avant l'entrée dans l'UE, l'autosuffisance est désormais de 60% et les abattoirs ont décidé de mettre fin en deux mois à un certain nombre de contrats avec des éleveurs. La consommation de viande fraîche ne représente que 20% du total et les transformateurs utilisent massivement de la viande allemande, danoise ou finlandaise.

. **UK** : Le Royaume-Uni demeure pour l'instant le pays des prix élevés et des éleveurs heureux : bonne situation des élevages et des abattoirs et un soutien sans faille des détaillants pour fournir un bon prix pour les produits d'origine domestique qui sont privilégiés dans les rayons, y compris de la part du hard-discount qui a augmenté fortement ses parts de marché.

Conclusion UE :

Les perspectives tiennent en un mot : Russie. Compte-tenu du blocage des exports UE vers ce pays (Cf. point 6 ci-dessous), toute évaluation du marché pour les prochains mois est incertaine. Plusieurs participants s'attendent à une année plus difficile que 2013, malgré les espoirs d'une baisse des aliments (qui reste à prouver selon certains), la poursuite de la baisse de production notamment liée aux normes de bien-être animal et la situation particulièrement favorable pour l'Europe de la présence de la DEP en Amérique du Nord (cf. point 3 ci-après)

3- Diarrhée Epidémique Porcine (DEP)

La délégation UK présente un diaporama (disponible sur demande) préparé par ses soins et déjà projeté auprès de la Commission européenne concernant l'épidémie et la situation de DEP principalement en Amérique du Nord.

Les potentielles conséquences sur la production US varient, entre les USA qui estiment que cela pourrait diminuer leur production de 2% jusqu'à une étude de la Rabobank qui évoque au moins 10%. En tout de cause, le prix des porcelets a déjà augmenté de 50% aux USA.

Un débat s'engage d'une part sur le virus en cause (est-ce le Deltacoronavirus ?) et sur l'efficacité d'une campagne de vaccination et d'autre part sur les origines de l'épizootie et les modes de propagation. Il apparaît que les recherches se poursuivent pour développer un vaccin efficace et que l'incertitude demeure sur l'innocuité du virus présent dans les produits tels que plasma sanguin et semences.

Pour l'ensemble des participants, la priorité est d'éviter à tout prix que la maladie n'arrive en Europe et donc d'amener la Commission et les Etats membres à intensifier leurs actions pour protéger l'UE et se préparer. Chaque délégation est priée d'alerter ses autorités nationales et ses contacts dans les services. Malgré le rôle utile qu'elle peut jouer, l'OIE n'est pas l'instance qui permettra d'atteindre ces objectifs. Par ailleurs, les participants de l'IMPA soutiennent la proposition de la délégation UK de mettre en place un réseau d'échanges, d'informations et de communication sur l'évolution de l'épizootie et surtout les réponses concrètes que la recherche scientifique pourrait apporter.

4- Impacts environnementaux de la production porcine

La délégation UK fait un point sur les différentes informations disponibles concernant l'impact de la production porcine en matière principalement de changement climatique : après un rapport initial de 2006 dans lequel la FAO évaluait à 18% la part de la production de toutes les viandes dans le volume des activités humaines contribuant au changement climatique, ce taux a été ramené en 2013 à 14,5%, la part de la production porcine étant, elle, limitée à 1,3%. Par contre, la délégation UK attire l'attention sur une nouvelle manière de communiquer des ONGs, ainsi que du rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation : comme le monde professionnel a pris en main le problème et travaille de plus en plus sur la production durable, ces ayatollahs axent désormais leur action sur la consommation durable (« nous consommons trop de protéines »). Le UK estime que l'IMS pourrait prendre le problème en main pour relativiser ces attaques, la filière porcine ayant, selon eux, des messages positifs à faire passer.

5- Inspection visuelle des viandes

Un tour de table est fait sur la mise en œuvre dans les différents pays du nouveau règlement de la Commission sur l'inspection visuelle des viandes qui entre en vigueur en juin 2014. La délégation UK a en effet des craintes que des partenaires internationaux de l'UE se montrent plus méfiants vis-à-vis de la production européenne en considérant que la mise en œuvre de ce type d'inspection diminue les contrôles sur la qualité sanitaire des viandes porcines.

Aux NL, le système sera volontaire, au choix des entreprises et celles qui exportent appliqueront l'inspection visuelle. En Allemagne, les exportateurs envisagent d'appliquer une combinaison des inspections visuelles avec la méthode traditionnelle, en soulignant par exemple que les analyses trichinella seront maintenues, ce qui sera le cas également au Danemark où l'inspection visuelle sera introduite sur certains aspects seulement. La délégation DK précise que les coûts pourraient diminuer de 30% en prenant en compte une combinaison de plusieurs facteurs.

6- Relations internationales et accords bilatéraux

La délégation DK détaille les questions internationales et principalement la question de l'embargo de la Russie à l'encontre de la viande de porc européenne.

Il s'agit d'une situation particulièrement complexe, en raison notamment

- des relations globales tendues entre l'UE et la Russie d'un point de vue politique et diplomatique,
- de la compétence acquise par l'UE il y a une quinzaine d'année pour négocier en direct les questions sanitaires et phytosanitaire en lieu et place des différentes autorités nationales,
- de l'utilisation par les Russes de l'Union douanière avec le Belarus et le Kazakhstan,
- et du fait que les Russes focalisent le problème sur les certificats, non sur la situation sanitaire.

De nombreux participants n'ont pas bien compris la précipitation de la Commission à saisir l'OMC du dossier, ce qui a cristallisé le dossier : si quelques pays tentent d'avancer d'un point de vue bilatéral avec la Russie, la Commission est soutenue dans sa démarche par une majorité d'Etats membres, la plupart non directement concernés par le commerce.

Les représentants de l'industrie souhaitent qu'une solution se dégage dans la manière de rédiger les certificats qui permettraient à certains pays de reprendre le commerce au bénéfice de toute l'UE. Les discussions sont plus compliquées au sein du COPA où il n'y a pas de consensus sur la possibilité d'avoir des exportations uniquement à partir de certains Etats membres.

Certaines délégations ont déjà prévenu la DG TRADE de la Commission : la situation actuelle avec la Russie et la saisine de l'OMC par la Commission doivent placer de facto désormais la viande de porc comme produit hypersensible dans les négociations d'accords de libre-échange, d'autant plus que les négociations avec les USA se poursuivent et que, par ailleurs, le président Barroso fait pression pour avoir un accord avec le MERCOSUR avant la fin du mandat de la Commission, en novembre 2014.

7- Castration des porcelets

A la demande de la délégation suédoise, quelques délégations font le point sur l'élevage de mâles entiers ou traités à l'Improvac dans leur pays. L'Allemagne rappelle qu'à partir de janvier 2019, aucun porc ne pourra être castré dans ce pays sans avoir préalablement eu un traitement préalable. Les plus grandes coopératives (Tönnies, Westfleisch, Vion) abattent une proportion de mâles entiers et généralement il est estimé que le taux d'animaux déclassés serait compris entre 2 et 10%. Le système de paiement a été modifié, les mâles entiers étant moins bien payés, compte-tenu de conditions de production considérées comme plus avantageuses pour le producteur. Actuellement, les opérateurs semblent en recherche de marché pour ces viandes. L'improvac n'est pas accepté en Allemagne pour l'instant. La délégation DK souligne que l'utilisation de l'improvac pourra avoir pour conséquence de faire fermer aux exportateurs européens des marchés de pays tiers, qui n'en veulent absolument pas, de même que certains pays refusent la viande de mâle entier. Les discussions à ce propos ne sont pas finies, mais l'ensemble des participants s'accorde sur le fait que l'étape visant à castrer sous anesthésie est prioritaire et qu'à ce stade, il est difficile d'envisager toute généralisation d'une ou l'autre méthode alternative.